

La ligne jaune est franchie

Hier à 17 h, juste avant la réunion du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale (CDEN) devant l'Hôtel du Département, 250 manifestants ont dit leur refus d'une école « saignée ». Avec près de 200 suppressions de postes, cette rentrée est inacceptable, estiment les syndicats.



« Cette fois-ci, les politiques ont franchi la ligne jaune : on ne parle plus de l'égalité des chances, on n'arrive plus à remplacer les profs, l'inspection académique n'arrive même plus à respecter les quotas d'élèves qu'elle a elle-même fixés », lâche Laurent Gomes du Sgen-Cfdt.

Les politiques qui, parfois, soutiennent l'école dans leurs villes, mais approuvent la politique de l'Éducation à Paris, étaient clairement montrés du doigt sur des panneaux plantés sur la passerelle à l'entrée du conseil général : « Ribeauvillé, Jean-Louis Christ UMP : 11 postes en moins en 2011 » « Mulhouse Arlette Grosskost, UMP : 28 postes en moins en 2011 ». Gilbert Meyer qui avait fait adopter en conseil municipal une motion en faveur du RASED, a lui aussi été épinglé.

Hier, la protestation contre la dégradation du service public était unitaire : dans la forêt de banderoles qui s'est déployée sur le parvis du conseil général UNSA, FSU, SNUipp et Sgen-CFdt étaient côte à côte.

Des parents, des élus

De nombreux parents d'élèves venus de tout le département ont apporté leur soutien aux enseignants : des représentants entre autres de Thannenkirch, Bollwiller, Bitschwiller, Kingersheim, Mitzach, Colmar ou Wintzenheim étaient là pour dénoncer des fermetures de postes, de la maternelle au lycée.

« Cette rentrée n'est pas possible. On arrive à des extrémités, les RASED (réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficultés) se réduisent comme peau de chagrin », estime Florence Claudepierre, délégué de la FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'Élèves).

Des mesures annoncées pour la rentrée font état de 84 postes en moins dans les écoles pour une diminution de 45 élèves, de 39 suppressions de postes dans les collèges, 48 dans les lycées généraux et technologiques et 22 dans les lycées professionnels. Face à ce que les syndicats qualifient de « casse de l'éducation » la FSU a proposé que le CDEN refuse de valider ce projet et réclame d'urgence un collectif budgétaire pour sauver l'école publique.

L'UNSA-Education demande un moratoire sur les suppressions et exige « une vraie politique de l'éducation avec des moyens adaptés ». Des élus comme le maire de Spechbach-le-Bas et le maire-adjoint de Saint-Bernard étaient venus défendre leur regroupement scolaire.

Les futurs enseignants inquiets

La manifestation a reçu un important renfort des étudiants en master. « Avoir un master c'est bien, un métier c'est mieux » ou « 400 diplômés, 47 postes et en 2011 ??? » pouvait-on lire sur leurs calicots.

Le CDEN qui s'est déroulé à 17 h 30 a réuni autour des représentants de l'Éducation et des parents d'élèves, le préfet et des représentants des collectivités. Ce sont ces derniers que les syndicats espéraient hier soir convaincre de la nécessité de mettre un terme à la dégradation des conditions de travail dans les écoles.

Agnès MULLER